Bordereau attestant l'exactitude des informations - AVIGNON - 8401 - Actes des sociétés (A) - Dépôt le 19/06/2024 - 7314 - 2008 D 00007 - 444 686 695 - OFLORA

OFLORA

Société Civile au capital de 201 000 euros
Siège social : 5 impasse pasteur

84 000 AVIGNON

R.C.S. Avignon 444 686 695

DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES

Les soussignés :

- La SC VERRA & FILS, propriétaire de la pleine propriété de 6 700 parts sociales numérotées de 1 à 34 et de 101 à 6766,

- La société PROVEST, propriétaire de la pleine propriété de 6 700 parts sociales numérotées de 35 à 67 et de 6 767 à 13 433,

- Madame Florence VERRA, propriétaire de l'usufruit de 6 700 parts sociales numérotées de 68 à 100 et de 13 434 à 20 099 et propriétaire de la pleine propriété d'une part sociale numérotée 20 100,

- Monsieur Léo HERRENSCHMIDT, propriétaire de la nue-propriété de 2 233 parts sociales numérotées de 68 à 100 et de 13 434 à 15 633,

- Monsieur Félix HERRENSCHMIDT, propriétaire de la nue-propriété de 2 233 parts sociales numérotées de 15 634 à 17 866,

- Monsieur Jules HERRENSCHMIDT, propriétaire de la nue-propriété de 2 233 parts sociales numérotées de 17 867 à 20 099,

Agissant en qualité de seuls associés de la société OFLORA, ont pris la décision suivante :

PREMIERE DECISION :

Par accord unanime, les associes après avoir constaté la réalisation de l'apport par Monsieur Raphael VERRA portant sur 6 700 parts sociales numérotées de 35 à 67 et de 6 767 à 13 433 de la société OFLORA à la société PROVEST, décident de modifier l'article 7 – capital social et parts sociales des statuts de la société OFLORA de la manière suivante :

« **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL ET PARTS SOCIALES** :

Le capital social s'élève à la somme de DEUX CENT UN MILLE EUROS (201 000 euros). Il est divisé en VINGT MILLE CENT PARTS SOCIALES (20100 parts) de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 20100 et attribuées aux associés dans les proportions suivantes :

- La SC VERRA & FILS, propriétaire de la pleine propriété de 6 700 parts sociales numérotées de 1 à 34 et de 101 à 6766, ci — *6 700 parts*

- La société PROVEST, propriétaire de la pleine propriété de 6 700 parts sociales numérotées de 35 à 67 et de 6 767 à 13 433, ci — *6 700 parts*

RV 2HD SH RV FH

- Madame Florence VERRA, propriétaire de l'usufruit
de 6 700 parts sociales numérotées de 68 à 100 et de 13 434 à 20 099
et propriétaire de la pleine propriété
d'une part sociale numérotée 20 100, ci *6700 parts en usufruit et 1 part en pleine propriété*

- Monsieur Léo HERRENSCHMIDT, propriétaire de la nue-propriété
de 2 233 parts sociales
numérotées de 68 à 100 et de 13 434 à 15 633, ci *2 233 parts sociales en nu propriété*

- Monsieur Félix HERRENSCHMIDT, propriétaire de la nue-propriété
de 2 233 parts sociales numérotées
de 15 634 à 17 866, ci *2 233 parts sociales en nu propriété*

- Monsieur Jules HERRENSCHMIDT, propriétaire de la nue-propriété
de 2 233 parts sociales numérotées
de 17 867 à 20 099, ci *2 233 parts sociales en nu propriété*

Total égal à vingt mille cent parts sociales, ci *20 100 parts sociales »*
Représentant le capital

DEUXIEME DECISION :

Par accord unanime, les associés confèrent tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal constatant ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent acte qui a été signé par les associés susnommés.

Le 29 mars 2024



certifié conforme

OFLORA

Société Civile au capital de 201 000 euros
Siège social : 5 impasse pasteur

84 000 AVIGNON

R.C.S. Avignon 444 686 695

STATUTS MIS A JOUR SUITE AUX DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES EN DATE DU 29 MARS 2024

ARTICLE 1er - FORME

Il existe, entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées, une société civile régie par toutes dispositions légales ou réglementaires applicables aux sociétés civiles et par les présents statuts.
Elle ne peut faire appel public à l'épargne ni émettre des titres négociables.
La société a été constituée par acte établi sous seings privés à AIX EN PROVENCE, le 20 Décembre 2002

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est **OFLORA**

ARTICLE 3 - OBJET

Cette société familiale de participation et de gestion de patrimoine a été constituée en vue d'optimiser l'accroissement, la conservation et la transmission du patrimoine de la famille VERRA, afin d'éviter entre autre les aléas d'une indivision future. Cette société est destinée à familiariser les successeurs à la gestion et à la conservation du patrimoine familial.

La société a pour objet la propriété et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscription, de parts, d'actions, obligations et tous titres en général ainsi que la propriété, la gestion et la disposition de tous biens immobiliers en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit seulement

Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé au 5 Impasse Pasteur 84000 AVIGNON

ARTICLE 5 - DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

La durée de la société est de 90 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Cette durée peut être prorogée par décision prise par la collectivité des associés à la majorité prévue pour la modification des statuts.

ARTICLE 6— FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine sont tous des apports en numéraire.

ARTICLE 7- CAPITAL- PARTS SOCIALES

Le capital social s'élève à la somme de DEUX CENT UN MILLE EUROS (201 000 euros). Il est divisé en VINGT MILLE CENT PARTS SOCIALES (20100 parts) de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 20100 et attribuées aux associés dans les proportions suivantes :

- La SC VERRA & FILS, propriétaire de la pleine propriété
de 6 700 parts sociales numérotées de 1 à 34 et de 101 à 6766, ci 6 700 parts

- La société PROVEST, propriétaire de la pleine propriété
de 6 700 parts sociales numérotées de 35 à 67 et de 6 767 à 13 433, ci 6 700 parts

- Madame Florence VERRA, propriétaire de l'usufruit
de 6 700 parts sociales numérotées de 68 à 100 et de 13 434 à 20 099
et propriétaire de la pleine propriété
d'une part sociale numérotée 20 100, ci, 6700 parts en usufruit et 1 part en pleine propriété

- Monsieur Léo HERRENSCHMIDT, propriétaire de la nue-propriété
de 2 233 parts sociales
numérotées de 68 à 100 et de 13 434 à 15 633, ci 2 233 parts sociales en nu propriété

- Monsieur Félix HERRENSCHMIDT, propriétaire de la nue-propriété
de 2 233 parts sociales numérotées
de 15 634 à 17 866, ci 2 233 parts sociales en nu propriété

- Monsieur Jules HERRENSCHMIDT, propriétaire de la nue-propriété
de 2 233 parts sociales numérotées
de 17 867 à 20 099, ci 2 233 parts sociales en nu propriété

Total égal à vingt mille cent parts sociales, ci 20 100 parts sociales
Représentant le capital

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution du nombre de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus. Sous cette réserve, les engagements d'un associé ne peuvent être augmentés sans son consentement.

La décision d'augmenter le capital ayant pour effet de faire entrer dans la société un nouvel associé doit comporter son agrément.

□ □ □

ARTICLE 9 - REPRÉSENTATION DES PARTS

Il n'est créé aucun titre représentatif des parts sociales. Le titre et les droits de chaque associé résultent simplement des présents statuts, des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts sociales régulièrement consenties.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS

A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices et l'actif social. La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses parts sociales. A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leurs parts sociales à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés auprès de la société par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux, et qui, en cas de désaccord, est désigné en justice.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire non soumis à agrément compte comme associé. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois. Ces dispositions sont applicables à chaque nu-propriétaire de parts sociales grevées d'usufruit.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

ARTICLE 11 - FORME ET PUBLICITÉ DES CESSIONS DE PARTS SOCIALES

La cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du code civil ou par transfert sur les registres de la société. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et sa publicité par dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 12 - AGRÉMENT DES TRANSMISSIONS DE PARTS SOCIALES

1 - Les parts sociales, librement cessibles entre associés, ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec le consentement de la gérance. Cette disposition vise toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, y compris celles au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant du cédant, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la gérance par lettre recommandée avec A.R.

□ □ □

Si l'agrément est refusé, les associés doivent acquérir les parts. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés, ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions des deux premiers alinéas du présent paragraphe sont applicables à la désignation du tiers acquéreur qui doit être agréé par la gérance.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée. Sauf convention contraire entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant de renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la société avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toutes les indications prévues à l'alinéa précédent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises soit par des associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetées par la société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir été mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet du projet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications dudit projet à la société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision. Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti sont applicables au cas où la société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire.

2 - Les transmissions de parts en cas de fusion, de scission ou de dissolution après réunion de toutes les parts en une seule main d'une personne morale associée sont soumises à agrément dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article sauf si elles bénéficient à une personne déjà associée.

□ □ □

3 - Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement donnant lieu à une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, qui détermine le rang des créanciers nantis.

Tout associé peut obtenir de la gérance son consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément à une cession de parts. La société doit notifier la décision de la gérance de consentir au projet de nantissement ou de refuser de l'agréer, dans le délai de deux mois à compter de la dernière des notifications de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un agrément. Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie. Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts faisant l'objet de la vente forcée, la société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société. Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation, ou la dissolution de la société, dans les conditions prévues au paragraphe 1, ci-dessus. Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 3 du présent paragraphe. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

4 - En cas de décès d'un associé, la société n'est pas dissoute. Les parts sociales sont transmises librement par succession au profit de toute personne ayant déjà la qualité d'associé. Tous autres héritiers, conjoint ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la gérance. Lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne devient associée que si elle est agréée dans les mêmes conditions.

Tout héritier, ayant droit ou conjoint, qu'il soit ou non soumis à agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

□ □ □

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il en existe plusieurs, ils doivent désigner un mandataire commun.

Tout acte de partage est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la gérance peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, intenter toute action appropriée devant la juridiction compétente du lieu d'ouverture de la succession pour obtenir qu'il soit procédé au partage de l'indivision dont le maintien empêche le fonctionnement normal de la société.

Lorsque les droits hérités sont divis, la gérance peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

Les dispositions concernant la procédure d'agrément et les conséquences du refus d'un projet de cession entre vifs, sont applicables, en tant que de raison, aux mutations par décès. Toutefois, dans l'hypothèse où le refus d'agréer est signifié par la gérance sans demande préalable des intéressés accompagnée d'un projet de partage, le délai de six mois, à l'expiration duquel l'agrément est réputé acquis à défaut d'offre d'achat ou de rachat, court à compter de la notification de ce refus.

La valeur des droits sociaux payée au conjoint, aux héritiers et ayants droit qui ne deviennent pas associés, soit par les nouveaux titulaires des parts sociales soit par la société si celle-ci les a rachetées pour les annuler, est déterminée au jour du décès. En cas de contestation, l'évaluation est faite conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Le conjoint, les héritiers et ayants droit non agréés ne peuvent déclarer renoncer à leur projet de partage pour écarter ou retarder l'achat ou le rachat des parts de leur auteur.

5 - En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et les héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions du paragraphe 4, ci-dessus, à moins qu'ils n'aient déjà la qualité d'associé.

Il en est de même pour les héritiers si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom.

Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à l'unanimité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux dispositions du

□ □ □

paragraphe 1 ci-dessus. Toutefois, à défaut d'agrément, le conjoint associé bénéficie d'une priorité d'achat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

6 - Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise par la gérance.

7 - Le projet de cession de parts ou de nantissement en vue d'un agrément, la renonciation au projet de cession, la date de réalisation forcée des parts sont notifiés par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

S'il résulte d'un acte sous seing privé et s'il n'a pas été accepté par elle dans un acte authentique, le nantissement des parts sociales est signifié à la société par acte d'huissier de justice.

Les décisions de la gérance sur la demande d'agrément, le nom du ou des acquéreurs proposés, l'offre de rachat par la société sont notifiés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toutes autres notifications ou significations sont faites soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par acte d'huissier de justice. L'urgence justifie en outre, dans tous les cas, le recours à ce dernier procédé.

ARTICLE 13 - RETRAIT D'UN ASSOCIE

L'associé qui ne dispose pas d'acheteur pour ses parts sociales ne peut se retirer de la société sans une autorisation donnée par une décision unanime des autres associés. Toutefois, son retrait de la société peut être autorisé par décision de justice, s'il est fondé sur de justes motifs. L'associé autorisé à se retirer a droit à la valeur de ses droits sociaux qui sont achetés soit par les autres associés soit par des tiers désignés par la gérance, ou rachetés par la société elle-même. En cas de contestation cette valeur est fixée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

L'associé qui se retire ne peut prétendre à la reprise du bien qu'il a apporté et qui se trouve encore en nature dans l'actif social, cette reprise ne pouvant s'exercer qu'après la dissolution et la liquidation de la société.

La valeur des droits sociaux de l'associé qui se retire est payable comptant au jour de la réalisation effective du rachat.

Lorsqu'un associé a demandé à se retirer de la société conformément aux dispositions ci-dessus, les autres associés peuvent à l'unanimité décider la dissolution anticipée de la société.

□ □ □

ARTICLE 14 - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ - GÉRANCE STATUTAIRE

1- La société est gérée par une ou plusieurs personnes, associées ou non, nommées pour une durée limitée ou non, par décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les premiers gérants sont néanmoins désignés ci-après sous le paragraphe 11 du présent article des statuts, ce mode de nomination ayant pour effet de leur conférer la qualité de gérants statuaires et leur rendre ainsi inapplicables les règles de révocation prévues au paragraphe 2, ainsi que celles fixant les pouvoirs des gérants fixés au paragraphe 6, alinéa 1, ci-après.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérant de la société, la décision qui la nomme indique le nom de ses représentants légaux dont le changement emporte rectification de l'acte de nomination.

2- Tout gérant non statutaire est révocable par une décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

La révocation peut également être prononcée par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non, n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il est associé, le gérant révoqué conserve ses parts sociales ; il ne peut se retirer de la société que dans les conditions prévues à l'article 13, sans pouvoir invoquer un droit de retrait résultant directement de sa révocation.

3- Le gérant statutaire ne peut être révoqué que par accord unanime de tous les associés.

4- Tout gérant peut résigner ses fonctions à condition de notifier sa décision à tous les associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la prise d'effet de sa démission. Une démission sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle cause un préjudice à la société.

5- Si, pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au Président du Tribunal statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

6- Dans les rapports entre associés, le gérant non statutaire peut accomplir les seuls actes de gestion et d'administration que demande l'intérêt de la société.

Les gérants statutaires ci-après nommés pourront en outre accomplir pour le compte de la société toutes acquisition et cession de biens immobiliers et consentir toutes garanties réelles

au profit de tiers, sans limitation, ainsi que décider librement tous travaux ou constructions nouvelles pour le compte de la société.

S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

7- Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social.
En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

8- La nomination et la cessation de fonctions des gérants sont publiées conformément à la réglementation en vigueur.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination des gérants ou dans la cessation de leurs fonctions, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

9- Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

10- Les gérants peuvent percevoir une rémunération de leurs fonctions, fixée par une décision collective ordinaire.

Ils ont droit, sur justification, au remboursement des frais exposés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Le premier gérant statutaire de la société est **Monsieur Yvan VERRA**, susnommé, désigné en cette qualité pour une durée indéterminée, sauf démission.

Si **Monsieur Yvan VERRA** venait à cesser cette fonction pour quelque cause que ce soit, notamment par suite de décès, la gérance de la société serait automatiquement dévolue à vie à **Monsieur Olivier VERRA**, sous réserve de son acceptation et s'il est en vie à cette date.

□ □□ □

ARTICLE 15 - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par les associés et résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés. Les décisions peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et de se faire représenter à une assemblée par un autre associé.
La convocation d'une assemblée ou la consultation écrite des associés est faite par la gérance.
Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

En cas de tenue d'une assemblée, celle-ci a lieu au siège social ou dans tout autre endroit de la même ville.

L'assemblée est présidée par un gérant ou, le cas échéant, par le mandataire de justice chargé de la convoquer. A défaut, elle est présidée par un associé désigné à la majorité des associés présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, chaque associé dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des documents qui doivent lui être adressés pour émettre son vote par écrit. Passé ce délai, les votes ne seront plus reçus.

Sous réserve des dispositions spéciales des présents statuts fixant des conditions particulières de majorité ou exigeant l'unanimité pour certaines décisions déterminées, les décisions collectives, pour être valablement prises, doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital si elles ne comportent aucune modification des statuts ; et, celles qui comportent au contraire une telle modification ne peuvent être valablement prises qu'à la majorité des associés représentant au moins les deux tiers du capital social. En aucun cas, la modification des statuts ne peut augmenter les engagements d'un associé sans son consentement.

ARTICLE 16 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année.

ARTICLE 17 - REDDITION ANNUELLE DE COMPTE

La gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux associés dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

□ □□ □

A cet effet, elle établit les comptes en conformité des usages ou de la réglementation applicables dans l'activité exercée qui permettront de dégager le résultat de la période considérée.

ARTICLE 18 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Les bénéfices distribuables, constitués par les bénéfices nets de l'exercice diminués des pertes antérieures et augmentés des reports bénéficiaires, sont affectés par décision collective des associés qui, sur la proposition de la gérance, peuvent, en tout ou en partie, les reporter à nouveau, les affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou les distribuer proportionnellement aux parts.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

ARTICLE 19 - LIQUIDATION - PARTAGE

La dissolution met fin aux fonctions des gérants. Le liquidateur est nommé par décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné, à la demande de tout intéressé, par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant sur requête.

Le liquidateur représente la société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour achever les affaires en cours, réaliser, même à l'amiable, l'actif social, payer le passif exigible et répartir le solde disponible, sous réserve des dispositions ci-dessous concernant la reprise d'un apport en nature. L'acte de nomination peut apporter des restrictions à ces pouvoirs sans que celles-ci doivent être adoptées aux conditions requises pour la modification des statuts. Ces restrictions ne sont opposables aux tiers qu'à condition d'avoir été publiées en même temps que la nomination, conformément à la réglementation en vigueur.

Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, si plusieurs liquidateurs ont été nommés, ils peuvent exercer leurs fonctions séparément. Toutefois les documents soumis aux associés sont établis et présentés en commun.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, l'actif net est partagé entre les associés à proportion de leurs parts sociales. Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, sont applicables.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Lorsque la dissolution est prononcée par l'associé unique, elle entraîne au profit de celui-ci la transmission universelle du patrimoine de la société, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions fixées par la loi.

□ □□ □

ARTICLE 20 - IDENTITÉ ET DÉSIGNATION DES PERSONNES QUI SONT INTERVENUES A L'ACTE CONSTITUTIF SOIT PAR ELLES-MÊMES, SOIT PAR MANDATAIRE

Monsieur Yvan VERRA
né le 14 juin 1941 à SORGUES (84700)
demeurant 360 Avenue Frédéric Mistral, Chemin de la Pinède, 84450 JONQUERETTE .
divorcé de Madame Anne-Marie PERES, non remarié à ce jour.

Monsieur Ollivier VERRA
né le 9 novembre 1966 à VALENCE (26000),
demeurant Place du Palais des papes, 84000 AVIGNON,
célibataire.

Monsieur Raphael VERRA
né le 18 juillet 1983 à AVIGNON (84),
demeurant 360 Avenue Frédéric Mistral, Chemin de la Pinède, 84450 JONQUERETTE
célibataire

Madame Florence VERRA,
épouse commune en biens de Monsieur Thibault HERRENSCHIMDT
née le 30 mai 1969 à VALENCE (Drome)
demeurant 354 Chemin de la Rapine, 13090 AIX EN PROVENCE

ARTICLE 22 - LES APPORTS A LA SOCIÉTÉ

Monsieur Yvan VERRA a apporté la somme de 10 Euros

Monsieur Ollivier VERRA a apporté la somme de 330 Euros

Monsieur Raphael VERRA a apporté la somme de 330 Euros

Madame Florence VERRA, épouse HERRENSCHIMDT a apporté la somme de 330 Euros . Sur ce point, il est précisé cet apport intervient à titre de remploi de deniers propres à l=apporteur provenant d=un don manuel préalablement réalisé par Monsieur Yvan VERRA ; en conséquence, les parts sociales obtenues en échange de cet apport conserveront la qualité de biens propres de Madame Florence VERRA, épouse HERRENSCHIMDT ce qui est parfaitement admis et reconnu par Monsieur HERRENSCHIMT intervenant aux présentes

ARTICLE 23 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Jusqu'à l'immatriculation, les rapports entre les associés sont régis par le présent contrat de société et par les principes généraux du droit applicable aux contrats et obligations.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 31 décembre 2003. Les opérations de la période de formation seront rattachées à cet exercice.

La gérance est habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant statutairement dans ses pouvoirs. Ces actes et engagements seront repris par la société et réputés avoir été faits et souscrits par elle dès l'origine après leur approbation par la collectivité des associés aux conditions requises pour les décisions qui ne modifient pas les statuts, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. A défaut d'une décision spéciale, l'approbation des comptes du premier exercice social emportera cette reprise.

En outre, tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Olivier VERRA afin de procéder à l=acquisition des participations suivantes (par voie d=apport ou de cession) :

- la nue-propriété de Cinq mille deux cent cinquante (5.250) parts sociales, numérotées de 2.251 à 5.250, de la SCI DU GRAND CHENE, au capital de 114.336,76 Euros, dont le siège est situé à VEDENE (84270), Allée Victor Mitan, ZAC Chalençon 2 (R.C.S. AVIGNON N ° D 412 629 529) d'une valeur unitaire de trente huit euros et neuf centimes (38,09 Euros), pour une valeur globale de DEUX CENT MILLE (200.000 euros).

- la nue propriété de Mille quatre cent quatre vingt dix neuf (1.499) parts sociales, numérotées de 1 à 1.499, de la SCI BARBAGEN, au capital de 228.673 Euros, dont le siège est situé à VEDENE (84270), Allée Victor Mitan, ZAC Chalençon 2 (R.C.S. AVIGNON N ° D 400 108 403) d'une valeur unitaire de soixante deux euros et soixante dix centimes (62,70 Euros), pour une valeur globale de quatre vingt quatorze mille Euros (94.000 Euros).